

**Communiqué de presse (diffusé une première fois en juin 1998)**

**campagne sur les coûts de l'apartheid en Afrique australe**  
**Une coalition d'organisations demande l'annulation de la dette héritée de l'apartheid**  
**et défend le droit des victimes à obtenir réparation**

Répondant à l'initiative d'organisations non-gouvernementales sud-africaines, de nombreuses organisations de Suisse, d'Allemagne et d'Angleterre, notamment, ont décidé de lancer en juin '98 une campagne sur la question des dettes héritées du système d'apartheid. Les revendications de base de cette campagne internationale rejoignent les priorités formulées par la Coalition des Organisations non-gouvernementales (ONG-NGO) sud-africaines (South-African National NGO Coalition-SANGOCO) dans une prise de position commune. Les principaux points de cette prise de position sont les suivants :

- Les prêts et les crédits accordés au régime d'apartheid étaient illégitimes. L'Afrique du Sud démocratique ne saurait être tenue pour responsable de leur remboursement aujourd'hui.
- Les pays voisins de l'Afrique du Sud se sont largement endettés à cause de la politique de déstabilisation menée par le régime de l'apartheid dans toute la région. Ils ont aussi subi de graves dommages sur les plans social et économique. Exiger un remboursement des dettes causées par cette guerre est profondément injuste.
- Les prêts consentis du temps de l'apartheid qui ont déjà été remboursés le furent sur le dos de la population qui a souffert de ce système. Cet argent doit être restitué pour la reconstruction de l'Afrique australe.
- Les entreprises et les banques qui ont ignoré les sanctions internationales prononcées à l'encontre du régime d'apartheid ont aujourd'hui un devoir de réparation envers les peuples d'Afrique australe. Les profits qu'ils ont engrangés à cette époque sont illégitimes.

La Coalition des organisations non-gouvernementales sud-africaines (SANGOCO) appelle ses partenaires étrangers à se mobiliser autour d'un objectif commun: faire en sorte que les entreprises, les banques et les institutions internationales en viennent à négocier avec les représentants de l'Afrique australe sur l'annulation de la dette et les réparations dues aux victimes.

**Après le démantèlement de l'apartheid, les victimes de ce système ne sauraient être spoliées une nouvelle fois.** Pendant des années, elles ont souffert d'un système raciste, répressif et totalitaire qui n'a pu être mis sur pied que grâce à un soutien financier massif en provenance de l'étranger. Dans toute l'Afrique australe, en raison de difficultés financières héritées de l'époque de l'apartheid, les droits à la santé et à l'éducation de millions d'êtres humains sont aujourd'hui sacrifiés. **Il est injuste et absurde d'exiger que les populations concernées remboursent des crédits qui ont contribué à les opprimer. Les banques et les entreprises qui ont octroyé de tels crédits l'ont fait contre l'intérêt de la population sud-africaine. Elles ont ainsi contribué à renforcer le régime de l'apartheid dans sa politique de déstabilisation, de répression et de destruction.** Les personnes et les institutions qui ont engrangé des profits au temps de l'apartheid sont coresponsables de la situation actuelle de dénuement en Afrique australe. **Les dettes doivent être annulées et les victimes de violations des droits humains et de destructions ont droit à une réparation.**

La prise de position ci-jointe de la Coalition des ONG sud-africaines est soutenue par les organisations suivantes:

**En Suisse:** AAB Südliches Afrika, Association pour le commerce équitable à Genève (ACEG), Afrika Komitee, Aktion Bundesschluss mit Südafrika, Aktion Finanzplatz Schweiz, AG Kairos der Theologischen Bewegung, Arbeitsgruppe Südliches Afrika/EHM, Déclaration de Berne (Lausanne et Zurich), Centre Europe Tiers Monde (CETIM), Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique (COTMEC), CO-OPERAID, DM-Echange et Mission (Département missionnaire des Eglises protestantes de la Suisse romande), Eirene, service chrétien pour la paix, E-Changer (E-CH), Fédération Genevoise de Coopération (FGC), Fonds pour le développement et le partenariat en Afrique (FEPA), Forum für Friedenserziehung, Freundeskreis Schweiz-Zambia, Groupe Eglises-Nouvelle Afrique du Sud, Groupe Volontaires Outre-Mer (GVOM), Jeunesse Etudiante Chrétienne à Genève (JEC), Jeunesses socialistes genevoises, Le COURRIER, Action catholique des enfants (Madep-ACE), Südafrika Mission (Basel), Table Ronde « Afrique Australe » du Conseil Missionnaire Catholique Suisse, Verein Solidarität mit Moçambique, Wochenzeitung (WoZ).

**En Allemagne:** Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika (KASA), Medico international, Geschäftsstelle KOSA (Koordination Südliches-Afrika à Bielefeld, regroupant 17 ONG), Aktion Bundesbeschluss, Frauen für Gerechtigkeit im Südlichen Afrika, AAB (Afrika Süd - Aktionsbündnis ).

**En Angleterre:** Action for Southern Africa (ACTSA).